

APPEL À COMMUNICATION

Ateliers Jeunes chercheur·e·s et Journée d'étude internationale

les 11, 12 et 13 juin 2025

à l'Université Général Lansana Conté (UGLC-SC) de Sonfonia, Guinée

***Transformations socio-économiques et démographiques
face aux défis sanitaires et au dérèglement climatique en Afrique.***

CONTEXTE

La Chaire UNESCO *Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir* organise la huitième édition de sa Journée d'étude internationale annuelle, précédée de 2 journées d'ateliers Jeunes chercheurs. Cette Chaire regroupe :

- le Centre d'Etudes de la Coopération Internationale et du Développement (CECID) de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) – Belgique
- l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Joseph Ki-Zerbo – Burkina Faso
- l'École de développement international et mondialisation (EDIM) et École supérieure d'affaires publiques et internationales (ESAPI) de l'Université d'Ottawa – Canada
- l'École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) – Côte d'Ivoire
- l'Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES) et l'UMR Développement et Sociétés (Université Paris 1 - IRD) de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – France
- l'Université Rouen Normandie / Laboratoire d'Economie Rouen Normandie (LERN)
- l'Université Général Lansana Conté (GLC-SC) de Sonfonia - Conakry – Guinée
- la Faculté des sciences administratives et politiques (FSAP) de l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako – Mali
- la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines Ain Chock (FLSH) de l'Université Hassan II de Casablanca - Maroc
- la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) et Faculté des Sciences de l'Homme et de la société (FSHS) de l'Université de Lomé – Togo

Les dix institutions académiques partenaires poursuivent les objectifs communs suivant :

- une pratique partagée et le soutien de la recherche pluridisciplinaire sur le développement et les défis de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD),
- la diffusion de travaux et résultats académiques d'un réseau francophone ouvert sur les études de développement,
- l'activation de la mobilité des étudiant·e·s et des enseignant·e·s pour renouveler les formes de partenariat Nord/Sud, ainsi que d'en encourager de nouvelles formes de partenariats en particulier Sud/Sud,

- le rayonnement des activités de la Chaire dans le monde des politiques publiques pour faire connaître la richesse et diversité des savoirs et compétences de l'aire francophone en matière de développement international, soutenir la recherche réalisée sur les contextes Suds et être force de proposition utile pour les décideurs,
- le soutien apporté aux jeunes chercheur-e-s, notamment africains, pour une pratique innovante de la recherche sur les transitions économiques, sociales et environnementales et une contribution à la formation des cadres dans les différents pays.

Voir plus de détails sur la Chaire : www.chaireunescofedisdev.org

ÉVÈNEMENT 2025

Pour 2025, les membres de la Chaire ont conjointement décidé de consacrer leur événement international annuel à la problématique des *transformations socio-économiques et démographiques face aux défis sanitaires et au dérèglement climatique en Afrique*. Cet événement se tiendra à Conakry, **les mercredi 11, jeudi 12 et vendredi 13 juin 2025**.

Les journées du 11 et du 12 juin seront consacrées à des ateliers visant un double objectif : méthodologique et théorique/conceptuel. Ils sont conçus comme un appui aux recherches doctorales en cours et donneront lieu à l'évaluation d'une communication. Pour les textes les plus aboutis, ces ateliers permettront de préparer une restitution formelle de la recherche au cours de la Journée du vendredi 13 juin. Enfin, ces ateliers visent à asseoir et à actualiser les bases d'un réseau international de jeunes chercheur-e-s.

PROBLÉMATIQUE SCIENTIFIQUE

Transformations socio-économiques et démographiques face aux défis sanitaires et au dérèglement climatique en Afrique.

Les Objectifs mondiaux du développement (OMD) de 2000, n'ont pas pu être atteints en 2015. Si cette tendance se poursuit, le nouvel agenda des Objectifs du développement durable (ODD) fixé à l'horizon de 2030, pourrait, à son tour, ne pas se réaliser. Cet agenda couvre 17 objectifs, et vise notamment à réduire les inégalités sociales, lutter contre la pauvreté et gérer avec plus d'efficacité les crises sanitaires récurrentes dans le monde.

Dix ans après l'appel de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), en 2015, à garantir la santé pour tous, le bilan dans ce domaine n'est pas très encourageant : plus de 40 millions de personnes n'ont toujours pas accès à des services de santé et 40% de la population mondiale n'a pas de protection sociale (OMS, 2023). La situation est particulièrement aiguë en Afrique. Pourtant, une "bonne santé pour tous" (ODD 3 Santé et bien-être) constitue un objectif essentiel pour impulser le développement économique et social (Tabutin, Schoumaker 2020), réduire les inégalités sociales et sanitaires et améliorer le sort des populations les plus pauvres (ODD 10 Lutte contre les inégalités) sur le continent. Aloudat, Kirpalani et Davis (2022) affirment que "aucun réel progrès en matière de développement ou de justice pour les populations et les communautés souffrant de la pauvreté, de la discrimination, d'oppressions liées au genre et d'autres formes de domination, ne peut être réalisé alors que les risques liés à la maladie sont omniprésents".

Si les économies d'Afrique saharienne se transforment structurellement, l'impact de ces évolutions reste mesuré. Ainsi, par exemple, la création d'emplois reste faible dans la sous-région avec des taux d'activité atteignant une moyenne de seulement 10,22 % contre 26,43 % en Afrique du Nord et 26,05 % en Asie de l'Est. Au-delà de questions relatives au recensement des emplois occupés, et de la définition des catégories relatives au travail, ces données statistiques indiquent que le chemin de la transformation structurelle est amorcé, mais que d'importantes disparités demeurent entre les pays et au sein de ces mêmes pays (Avom et Nguékeng, 2020). Enfin, la transition démographique africaine a aussi des implications majeures sur les changements globaux. En effet, la population de l'Afrique devrait passer de 1,2 milliards d'habitants en 2020 à 2,5 milliards en 2050. Une stabilisation démographique du continent est envisagée à l'horizon 2100, avec une population comprise entre 3,3 et 4,4 milliards d'habitants, soit trois à quatre fois plus d'habitants qu'aujourd'hui (Magrin et Ninot 2021).

Les crises de toute nature (politique, économique, sociale, sanitaire et environnementale) se succèdent et s'enchevêtrent, rendant la réalisation des ODD encore plus difficile et la pérennisation de leurs acquis aléatoire. Ce phénomène est particulièrement marqué en Afrique. Certaines de ces crises s'inscrivent dans le temps long comme des processus et perdurent, se reconfigurent, tandis que d'autres émergent. On constate aussi que nombre de situations de crise sont également exacerbées par des événements conjoncturels brutaux (coups d'Etat, attaques armées, épidémies, etc.) et aggravées par la récurrence d'événements climatiques extrêmes, effets du changement climatique (canicules, sécheresses, inondations, glissements de terrain, cyclones) et la dégradation au long court des environnements.

La vulnérabilité des territoires et des populations qui y sont exposés en est fortement renforcée (Dos Santos, Wayack Pambè, 2016) tandis que le fonctionnement des systèmes agricoles et alimentaires est fragilisé (Janin, Fofiri Nzossié, Racaud, 2023) ; les modes d'exploitation artisanale ou industrielle des ressources naturelles sont impactés. Ceci a pour effet de renforcer les flux migratoires de nécessité et de survie, d'aggraver les tensions dans les territoires d'accueil, de rendre plus difficile la satisfaction des besoins essentiels (éducation, alimentation, sécurité, justice, santé, etc.) et de renforcer le mouvement d'urbanisation rapide en cours. Les déplacements forcés, à la fois internes et transfrontaliers, articulés à d'autres causes de mobilité, constituent un défi particulièrement difficile à relever pour les gouvernants, pour les acteurs humanitaires comme pour les populations locales dans les zones d'accueil, tant les besoins sont divers, coûteux et l'accès à certaines ressources non stabilisé. En 2023, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (<https://africacenter.org>) estimait à 40,4 millions le nombre d'Africains déplacés de force, soit plus du double du chiffre de 2016, même si les données chiffrées restent fragmentaires et estimatives.

Le continent africain est marqué par un accès insuffisant à l'eau potable mais également à l'assainissement amélioré (latrines etc.) regroupé sous le terme de systèmes en WASH (Water Sanitation Hygiene). Des facteurs environnementaux (telles que les catastrophes naturelles) peuvent affecter localement l'accès aux services en WASH. En particulier, les sécheresses, les inondations, l'imprévisibilité des précipitations et des eaux de ruissellement sont des déterminants directs affectant la sécurité en WASH (Grey et Sadoff, 2007). Les inondations et les tsunamis peuvent causer la pollution des eaux de surface ou la destruction des ouvrages. Le niveau de pauvreté des populations péri-urbaines et en particulier, des quartiers informels, affecte leur capacité à participer financièrement (via le paiement du service) aux programmes d'extension des réseaux de ces zones non desservies (COHRE et al., 2008 ; Briand et Laré,

2017). Cet accès insuffisant aux services en WASH affecte d'autant plus les populations vulnérables pouvant entraver la scolarisation, en particulier des jeunes filles, les opportunités d'émancipation des femmes par l'accès au marché du travail (temps de collecte de l'eau), et générer des conséquences sur la santé (maladies diarrhéiques, maladies indirectes liées à l'eau telles que le paludisme etc.), la mortalité et la morbidité des populations.

Ces crises aux effets enchâssés favorisent l'émergence, mais aussi la récurrence et la propagation des maladies transmissibles et non transmissibles. En Afrique, sur les dix principales causes de décès, sept sont des maladies infectieuses (OMS, 2018). On pense en particulier au paludisme qui reste très répandu et encore non maîtrisé, au VIH-Sida qui a modifié la structure démographique dans certains pays, mais aussi à des maladies virales émergentes (fièvres hémorragiques, zoonoses). Inquiétantes pour les populations, (Desclaux, Diop et Doyon, 2016) et mettant à l'épreuve les services publics et privés ainsi que les politiques publiques de santé, elles menacent la santé (procréative, maternelle, infantile, mentale, animale) tout en aggravant la pauvreté et les inégalités sociales, elles-mêmes responsables d'un rapport inégalitaire à la santé et s'articulant à des inégalités territoriales, ethniques et de genre. Ces dernières inégalités ont été, plus récemment, matérialisée par l'apport d'indicateurs statistiques de genre dans les études et les politiques de population (Rabier, 2020). Elles ont ainsi permis de dépasser les recensements descriptifs par sexe et de mieux saisir la complexité des problématiques démographiques, économiques et sociales dans les crises. L'ensemble de ces phénomènes fonctionnent en interdépendance et constituent un système aux effets multiplicateurs.

Qu'on l'approche de façon globale ou locale, la question de la santé aux prises avec des crises récurrentes devient donc préoccupante à l'échelle mondiale et tout particulièrement sur le continent africain. Les inégalités de santé se creusent de plus en plus entre les pays les plus riches et les plus pauvres, ainsi qu'au sein des Etats à une échelle plus fine, les territoires évoluant de manière différenciée. Le défi du développement reste partagé tant les phénomènes sont interconnectés. Cette situation pousse aussi à interroger les rôles et les responsabilités de la communauté internationale, des États, des collectivités locales et de la société civile, engagés sur des politiques publiques et les divers dispositifs d'intervention et de résolution des conflits.

Dans une perspective de partage des connaissances et de recherche, cette journée d'étude entend contribuer à **savoir** mesurer et objectiver les situations de crise, leurs acteurs et leurs implications à différentes échelles intégrées ou non dans une approche One Health (Olive, Angot, et al., 2022) ; à **comprendre** la nature et les ressorts des inégalités multiformes touchant aux questions de santé globale qui se trouvent accentuées par ces contextes de crises socio-économiques et environnementales ; pour mieux **agir** en faveur de résolutions préconisant une protection sociale, une sécurité sanitaire des populations et un accès aux services essentiels.

Les propositions attendues seront basées sur des recherches de terrain et/ou des données statistiques et s'inscriront dans la thématique de ce texte. Il est attendu des questionnements qui articulent les "conditions de vie", les changements climatiques, les situations de crises et la santé et qui entraînent ou sont liées à des transformations socio-économiques et démographiques en Afrique.

Mots clés : santé, accès aux soins, changement climatique, violence de genre, socialisation, inégalités sociales et territoriales, migration, interdépendance des crises, gestion de crise, accès et gestion des ressources.

Bibliographie de référence

- Aloudat T., Kirpalani D.A, Davis M., Dalbin C., (2022), "Un système de santé mondiale à décoloniser", *Alternatives sud*, vol.29-2022 : "Panser la santé mondiale. Points de vue du Sud", pp.73-78.
- Avom D., Nguenkeng B., (2020), "Transformation structurelle des économies d'Afrique subsaharienne : quels rôles des chaînes de valeurs mondiales ?" *Revue d'économie du développement*, Vol. 28(4), 5-46. <https://doi.org/10.3917/edd.344.0005>.
- Briand, A., Laré-Dondarini, A.L, (2017), « Impact of Improved Water Services in Informal Neighbourhoods in Ouagadougou », *Applied Economics*, 2017, Volume 49, Issue 16, pp 1571-1583.
- Cohre, Un-Habitat, WaterAid, SDC (2008), *Sanitation : A human Rights Imperative*, Geneva : COHRE.
- Dos Santos S., Wayack Pambè M., (2016), "Les Objectifs du Millénaire pour le développement, l'accès à l'eau et les rapports de genre", *Mondes en développement*, n° 174(2), 63-78. <https://doi.org/10.3917/med.174.0063>.
- Desclaux A., Diop M., Doyon S., (2016), "Peur et confinement. Perceptions du suivi des contacts et impact social au Sénégal et en Guinée", in Hoffman M. et Sokhieng A., *La politique de la peur. Médecins sans frontières et l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, La Renaissance du Livre*, chapitre 9, pp.277-306.
- Esmenjaud, R. et Franke B., (2009), "Qui s'est approprié la gestion de la paix et de la sécurité en Afrique ?", *Revue internationale et stratégique*, n° 75(3), 37-46. <https://doi.org/10.3917/ris.075.0037>.
- Gaulme, F., (2018), "Conflits d'Afrique subsaharienne : l'éternel retour ?", *Politique étrangère*, Automne (3), pp-39-50. <https://doi.org/10.3917/pe.183.0039>.
- Grey, D. and Sadoff, C.W. (2007) Sink or Swim? Water Security for Growth and Development. *Water Policy*, 9, 545-571. <https://doi.org/10.2166/wp.2007.021>
- Janin P., Fofiri Nzossié E-J., Racaud S., (2023), "Governance challenges for sustainable food systems: the return of politics and territories". *Current Opinion in Environmental Sustainability, Sustainable food systems*, 65, [10.1016/j.cosust.2023.101382](https://doi.org/10.1016/j.cosust.2023.101382). [hal-04308896](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-04308896)
- Magrin G., Ninot O., (2020), "Transitions et développement en Afrique : un continent d'incertitude", *Bulletin de l'association de géographes français* [En ligne], 97-4 | 2020, mis en ligne le 31 décembre 2021, consulté le 18 novembre 2024. URL: <http://journals.openedition.org/bagf/7168> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/bagf.7168>
- Olive M-M., Angot J-L., Binot A., Desclaux A., Dombreval L., et al., (2022), "Les approches One Health pour faire face aux émergences : un nécessaire dialogue Etat-sciences-sociétés", *Natures Sciences Sociétés*, 30 (1), pp.72-81. [10.1051/nss/2022023](https://doi.org/10.1051/nss/2022023). [hal-03799641](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03799641)
- OMS, (2018 et 2023), *The Global Health Observatory*, <https://www.who.int/data/gho>
- Rabier S., (2020), "Les enjeux du dividende démographique pour les pays d'Afrique. Une perspective de genre", pp. 1-27. *Éditions AFD*. <https://doi.org/10.3917/afd.rabie.2020.01.0001>
- Tabutin D., Schoumaker B. (dir.), (2020), "La démographie de l'Afrique subsaharienne au XXIe siècle. Bilan des changements de 2000 à 2020, perspectives et défis d'ici 2050", *Population*, vol. 75, n° 2-3, Avril-Septembre 2020, pp 169-295.

MODALITES DE CANDIDATURE : DOCTORANT·E·S A PARTIR DE LA 2^{NDE} ANNEE DE THESE

Les candidatures comprendront **cinq pièces** :

- 1- **Un résumé** de la thèse (1 500 mots, en police Times 12 maximum), Ce résumé précisera :
 - **nom, prénom d'usage**
 - **la discipline d'approche**
 - **une contextualisation**
 - **la problématique explorée et les hypothèses structurantes de la recherche**
 - **les méthodologies mobilisées** (hypothèses, cadre d'analyse, approche-s conceptuelle-s et théoriques),
 - un **point d'avancement** de la recherche et/ou, si pertinent, les **premiers résultats** obtenus,
- 2- **Un résumé** de la communication proposée **qui devra préciser comment elle s'insère dans la recherche doctorale en cours**. Cette communication **doit porter pour partie ou totalement sur la problématique susmentionnée, et être appliquée à un terrain africain** (500 mots, en police Times 12 maximum).
A celles et ceux qui seront retenu·e·s sera demandée la communication complète de 5 000 mots (en police Times 12 maximum) selon le calendrier ci-après.
- 3- **Une attestation d'inscription et /ou rattachement à votre université, en 2^{nde} année de thèse ou plus,**
- 4- **Une lettre de candidature**
- 5- **Un CV (en indiquant votre année d'étude et université d'affiliation)**

Calendrier

- **Date limite** de réception des candidatures : **mardi 11 mars 2025** à minuit à : contact@chaireunescodefisdev.org ;
- Réponse **aux doctorant·e·s présélectionné·e·s** : **lundi 14 avril 2025** après examen par le conseil scientifique et précision des éléments supplémentaires à fournir ;
- Date limite de réception de la communication et des pièces complémentaires : **dimanche 18 mai 2025 minuit**.

Programme préliminaire

Il s'agira, au sein de groupes restreints (une vingtaine de personnes au maximum), et sur la base des recherches doctorales en cours, de discuter des concepts et approches théoriques mobilisés et d'échanger sur les méthodologies d'enquêtes, qualitative et/ou quantitative des sciences humaines et sociales employées. Interactifs avec des visées de formation à la recherche, les ateliers seront animés par des enseignant·e·s chercheur·e·s partenaires de la chaire.

- **Jour 1 – matinée** : Concepts et approches conceptuelles clés ;
- **Jour 1 – après-midi** : Questions méthodologiques et éthiques ; formation aux outils et stratégies de valorisation efficaces de la recherche ;
- **Jour 2 - matinée et après-midi** : Outils de production et d'analyse des données, ateliers guidés de validation et rétroaction de la recherche des étudiants ;
- **Jour 3** : Journée d'étude et de restitution.

Conseil scientifique

- Stephen Baranyi, sociologue, professeur titulaire, École de développement international et mondialisation (EDIM), Université d'Ottawa
- Anne Briand, économiste de l'environnement et du développement, professeure des Universités à l'Université de Rouen Normandie, Laboratoire d'Economie de Rouen Normandie (LERN)
- Sylvie Capitant, sociologue, maitresse de conférences, directrice de l'Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES), UMR Développement et Sociétés, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Mawuli Couchoro, économiste, professeur et doyen de la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG), Université de Lomé
- Marie-Eve Desrosiers, politologue, professeure agrégée, École supérieure d'affaires publiques et internationales (ÉSAPI), université d'Ottawa
- Raïmi Fassassi, économiste, enseignant-chercheur, École Nationale Supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA)
- Gaëlle Gillot, géographe, maitresse de conférences, Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES), UMR Développement et Sociétés, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Pierre Janin, géographe, directeur de recherche, UMR Développement et Sociétés, Institut de Recherche pour le Développement (IRD)
- Pierre Jaudoin, chef du Pôle Innovations et Partenariats pour l'Agenda 2030, Direction du pilotage et de la stratégie, ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères
- Moustapha Keïta-Diop, juriste et socio-anthropologue, professeur, doyen de la Faculté des Sciences Sociales, directeur du Master Acteurs Sociaux et Développement Local (MASDEL), Université Général Lansana Conté (UGLC-SC)
- Edinam Kola, géographe, professeur et doyen de la Faculté des Sciences de l'Homme et de la société (FSHS), Université de Lomé
- Hugues Kouadio, ingénieur statisticien et économiste, professeur, directeur de l'Ecole Nationale Supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA), coordonnateur du Centre d'Excellence Africain en Formation statistique
- Anne Le Naëlou, sociologue, maitresse de conférences, Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES), UMR Développement et Sociétés, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Karine Marazyan, économiste, professeure des universités, Université de Rouen Normandie
- Laurence Roudart, agro-économiste, professeure, Centre d'Etudes de la Coopération Internationale et du Développement (CECID), Université Libre de Bruxelles
- Abdoul Sogodogo, politiste, professeur et vice-doyen de la Faculté des sciences administratives et politiques (FSAP), Université des sciences juridiques et politiques de Bamako (USJPB)
- Gilles Spielvogel, économiste, maître de conférences, directeur de l'UMR Développement et Sociétés, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

- Adil Tamim, maître de conférences à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, responsable du Master recherche Genre, Sociétés et Cultures (MGSC), Université Hassan II de Casablanca
- Saadia Taouki, maître de conférences à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines Ain Chock, directrice du centre d'excellence Communication, genre et médias, Responsable du master Genre, discours et pratiques, Laboratoire de recherche sur les différenciations socio-anthropologiques et les identités sociales (LADSIS), Université Hassan II de Casablanca
- Benoit Toulouse, géographe, formateur indépendant en SIG, intervenant à l'Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Niandou Touré, sociologue, enseignant, rédacteur en chef de la revue Migrations Société, Université des sciences juridiques et politiques de Bamako (USJPB)
- Madeleine Wayack-Pambè, démographe, professeure, directrice adjointe de l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP), responsable du panel Genre de l'Union pour l'étude de la population africaine (UEPA), Université Joseph Ki-Zerbo
- Linda Zanfani, économiste du développement, chargée de recherche, Agence Française du Développement (AFD)

Avec le soutien de :

